



PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

**PRÉFECTURE
DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES,
DE L'UTILITÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

29 FEV. 2016

**BUREAU DES INSTALLATIONS ET TRAVAUX
RÉGLEMENTÉS POUR LA PROTECTION DES MILIEUX**

**Dossier suivi par : Mme OUAKI
☎ 04.84.35.42.61.
N° 2016-22 MED**

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

à l'encontre de la Société KEM ONE – Installations sises à Martigues - Lavéra

**LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR,
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ SUD,
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE,**

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5,

VU l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, et notamment sa section III « dispositions relatives à la protection contre la foudre»,

VU l'arrêté préfectoral n° 329-2012 CE du 26 juin 2012 portant changement d'exploitant au profit de la Société DIFI7 des installations de production de chlore et de chlorure de vinyle monomère précédemment exploitées par la société ARKEMA France sur la commune de Martigues Lavéra,

VU le courrier de la société KEM ONE en date du 14 décembre 2015 adressé à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement, du Logement (DREAL),

VU la procédure contradictoire réalisée par transmission du projet d'arrêté préfectoral à la société KEM ONE le 28 décembre 2015,

VU la réponse en date du 8 janvier 2016 de la société KEM ONE,

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 11 janvier 2016,

VU l'avis du Sous-Préfet en date du 5 février 2016,

CONSIDERANT que l'analyse de risque foudre des installations exploitées par la société KEM ONE a été réalisée le 19 août 2011,

CONSIDERANT qu'ainsi, en application des articles 19 et 20 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 précité, l'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention auraient dues être réalisées, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre,

CONSIDERANT que l'étude technique n'a pas été réalisée, que les dispositifs de protection contre la foudre ne sont pas installés et que les mesures de prévention ne sont pas mises en place alors que les échéances sont dépassées,

CONSIDERANT en conséquence que les dispositifs de protection contre la foudre n'ont pas fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation, en application de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 précité,

CONSIDERANT par ailleurs que la notice de vérification et de maintenance n'a pas été rédigée et que le carnet de bord n'est pas tenu, en application de l'article 19 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 précité,

CONSIDERANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 19, 20 et 21 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 susvisé,

CONSIDERANT qu'une agression des installations exploitées par la société KEM ONE par la foudre peut être à l'origine d'un événement susceptible de porter atteinte, directement ou indirectement, aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement,

CONSIDERANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société KEM ONE de respecter les prescriptions dispositions des articles 18 à 21 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement,

ARRETE

ARTICLE 1

La Société KEM ONE dont le siège social est situé au 210 avenue Jean Jaurès – CS 90725, 69367 Lyon Cedex 07, est mise en demeure dès la notification du présent arrêté pour son établissement situé à Lavéra, de respecter les dispositions des articles 19 à 21 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation - section III - Dispositions relatives à la protection contre la foudre en :

- fournissant l'analyse du risque foudre de ses installations avant le 4 mars 2016,
- fournissant l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, ainsi que tout justificatif démontrant la tenue du carnet de bord avant le 31 mars 2016,
- fournissant le bon de commande correspondant à l'installation des dispositifs de protection contre la foudre définis selon les conclusions de l'étude technique précitée avant le 30 juin 2016,

- installant les dispositifs de protection contre la foudre et en mettant en place les mesures de prévention sous 8 mois,
- réalisant la vérification complète des installations de protection par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard 6 mois après leur installation.

ARTICLE 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Marseille, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux [articles L. 211-1](#) et [L. 511-1](#) du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

ARTICLE 4

Le présent arrêté sera notifié à la Société KEM ONE et publié au recueil des actes administratifs du département.

ARTICLE 5

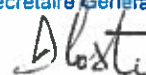
Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 6

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches du Rhône
Le Sous Préfet d'Istres,
Le Maire de la commune de Martigues,
Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Provence Alpes Côte d'Azur,
et toutes les autorités de Police et de Gendarmerie,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Marseille le, **29 FEV. 2016**

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général



David COSTE

